



► Edgard Pisani fut ministre français de l'Agriculture de 1961 à 1966, puis député européen, de 1979 à 1984 et Commissaire européen à la Coopération au développement de 1981 à 1983. Il joua un grand rôle dans la définition de la Politique agricole commune de la CEE. Propos recueillis à Paris, le 28/06/07.

Edgar Pisani est l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels : *Pour l'Afrique*. Odile Jacob, 1988. *Entre le marché et les besoins des hommes, agriculture et sécurité alimentaire mondiale* (avec Pierre-Yves Guihéneuf). Éditions Charles Léopold Mayer, 1996. *Un vieil homme et la terre*. Seuil, 2004. *Vive la révolte*. Seuil, 2006. *Une politique mondiale pour nourrir le monde*. Springer, 2007.

## Entretien avec Edgard Pisani

**EDGARD PISANI** témoigne de sa vision des relations entre l'Union européenne et les pays ACP. Il nous offre un regard sans concession et empreint de sagesse. Celui d'un homme d'État au sens noble du terme, profondément attaché à l'agriculture, préoccupé des évolutions du monde et qui cherche, toujours, des pistes pour un avenir meilleur.

**GRAIN DE SEL :** *Quels étaient les idéaux des « bâtisseurs » des Conventions de Lomé après les Indépendances ?*

**EDGARD PISANI :** Au risque d'être cruel, je dirai que c'était un post-colonialisme déguisé où, si la solidarité l'emportait sur la domination, la relation, malgré tout, était très marquée par ses origines de type colonial. Il a fallu peu à peu se libérer de ce type de relations. Mais, côté africain comme côté européen, nous n'y sommes pas parvenus. Sans doute n'avons nous pas mesuré avec assez de rigueur que nous commençons à traiter comme pays indépendants des pays qui ne l'avaient jamais été, et n'avaient aucune structure pour la construction et l'application de politiques. L'Afrique, de ce fait, était la partie faible du binôme. Par nécessité absurde, on a calqué les frontières sur les limites administratives des colonies. On avait donc à faire à des pays peu homogènes, parlant plusieurs langues, obligés de garder la langue de la colonie, le français, pour vivre ensemble. Ces critiques étant faites, tout cela était dans la nature des choses. Nous n'étions pas malhonnêtes. Nous ne nous rendions tout simplement pas compte qu'il fallait changer la nature des choses.

Et notre idéal était bel et bien l'aide et non l'aide pour le commerce ou le commerce pour l'aide. Et nous aidions non pour imposer une politique, mais avec l'espoir et la volonté que cette aide serve à l'avenir. Dans la négociation de Lomé à laquelle j'ai participé, il y eut un « débat sur les politiques » très intéressant. Les leaders des ACP, surtout les Caribéens, étaient contre l'idée même de négocier des politiques. Je crois que nous avons eu tort de céder sur ce point. L'objectif n'était pas de contrôler mais bien plus d'aider les pays à la construction et la mise en œuvre de ces politiques.

**GDS :** *Quelle est votre analyse de la situation aujourd'hui, après plus de quarante ans de coopération ACP-UE ?*

**EP :** L'époque dont je vous parle connaissait d'autres conditions... L'explosion démographique n'avait pas encore eu lieu, il existait encore une agriculture traditionnelle. La différence entre les ressources disponibles et les besoins était moins criante qu'aujourd'hui. L'évolution du climat est un facteur préoccupant qui vient ajouter au contexte. Le débit du fleuve Sénégal a baissé de 20 à 30 % depuis la construction des barrages.

Tout cela n'a donc pas très bien tourné. Mais il est vain d'accuser les hommes. Il faut faire le nécessaire pour que cela marche. Nous en sommes arrivés à des situations extrêmes, dont on ne veut pas prendre conscience. Le monde est menacé de famine. Nous ne sommes pas capables de nourrir 9 milliards d'habitants. Dans l'agriculture américaine, des Rocheuses à l'est des États-Unis, 80 % de la production est produite par 7 % des fermes. Si l'agriculture continue à perdre des bras, que va-t-on faire de ces bras ? Plutôt que de grandes fermes industrielles, il faut laisser se développer l'agriculture de type familial. L'agriculture moderne demande plus d'énergie et moins de main d'œuvre, à l'heure même où nous avons un manque d'énergie et trop de main d'œuvre.

**GDS :** *Ce constat étant fait, quelles solutions préconisez-vous ?*

**EP :** J'aime passionnément le monde agricole, il m'a tellement appris. Il m'a appris la responsabilité politique, la gestion de la diversité, ce qu'est la politique. En arrivant à l'Agriculture j'ignorais tout. J'ai demandé à mes collaborateurs de me dire non pas « ce qu'ils faisaient », mais les besoins qu'ils avaient identifiés. Je leur ai demandé de repenser leur ministère à partir de la réalité. J'ai quitté l'Agriculture voici 40 ans. Pourquoi fait-on encore appel à moi

aujourd'hui ? Parce que les données fondamentales demeurent. Le monde a besoin de toutes les agricultures du monde pour se nourrir. Pour éviter la démence que représente l'urbanisation moderne. L'agriculture est un volant régulateur des dérèglements.

On n'a pas l'habitude de séparer les règles des accords de Lomé suivant les pays. Je mets en cause profondément le caractère universel des règles. L'agriculture c'est la nature. Comme les cultures, il n'existe pas « une » mais « des » agricultures. Mieux vaudrait fixer quelques principes dont l'application serait différente suivant les pays et les moments. L'unité de politiques à l'échelle du monde est absurde. Une politique multiforme où l'APE serait un des modes de mise en œuvre des politiques adaptées me semblerait plus pertinente. Je ne veux pas dire que l'OMC n'est pas nécessaire. Il faut une règle générale du commerce avec

« LE MONDE A BESOIN DE TOUTES LES AGRICULTURES POUR SE NOURRIR »

des principes fondateurs. Je ne nie pas l'unité de la règle dans la mesure où elle détermine des objectifs. Je la nie dans la mesure où

elle prétend définir des modes de faire. L'objectif est de déterminer des finalités communes aux hommes, les modes de faire concernent l'adaptation au terrain, qui est immensément divers.

Il faut repenser nos modes de faire et les modalités de mise en application de la loi du marché. En effet, si le marché détruit un seul arpent de terre, il est criminel. S'il y avait — lorsqu'il y a — conflit entre nourrir les hommes et libérer le marché, je donnerais la préférence à nourrir les hommes. Tous les hommes. L'idée du marché est un moyen. La nourriture des hommes est une fin. Au lieu de s'entêter à appliquer ce que l'on a découvert au cours des vingt dernières années, dont on sait que cela nous mène à la catastrophe, il faut changer les choses. Si l'on veut sauver le marché, changeons-le. ■